

Non cette rentrée scolaire n'est décidément pas une rentrée normale !

Dans un contexte sanitaire toujours fort critique, l'empilement des réformes, les restructurations et les réorganisations ont dégradé profondément les conditions de travail des personnels comme les conditions de scolarisation des élèves. Alors que les personnels et les organisations syndicales vous avaient à plusieurs reprises alerté sur le manque de moyens pour cette rentrée, vous n'avez rien fait pour assurer une rentrée « normale » pour les usagers du système éducatif. Le mouvement initié dès la rentrée par les collègues de Querqueville, en raison d'un manque de moyens pour garantir le droit pour tous les élèves à bénéficier d'un enseignement complet et de qualité a été traité avec le plus grand mépris. En accordant des heures postes, vos services pourtant ont su reconnaître le manque de moyens octroyés et ainsi la légitimité de cette grève. Le mépris ne s'arrête pas là puisque à ce jour, alors que des interrogations demeurent quant au traitement de ce mouvement, vous répondez au courrier des OS signataires par une phrase laconique que « la demande est en cours d'examen auprès des services du Rectorat ». Quel manque de considération !

Par ailleurs, alors que des enseignants d'un collège du département inquiets des conditions d'apprentissage de leurs élèves liées à des effectifs surchargés vous interpellent en audience, ne trouvent pour réponse, je vous cite selon l'article du Ouest France du vendredi 1^{er} octobre dernier : « ce n'est pas parce que l'équipe est très investie dans ce collège que cela entraînera le déblocage de moyens supplémentaires ». Une telle réponse, un tel mépris sont insupportables!!

L'année dernière les équipes ont su contenir les conséquences de la crise sanitaire grâce à des cours en demi-jauge et un investissement accru des personnels. Cette année le « retour à la normale » est plus difficile car les classes surchargées empêchent un suivi soutenu des élèves, un baccalauréat sans aménagement. Les nouvelles réformes notamment pour les lycées (contrôle continu, semestrialisation) poussent les élèves et les personnels à bout. La hausse des violences est réelle dans les établissements scolaires et les pédopsychiatres à l'échelle mondiale tirent la sonnette d'alarme sur les conséquences sociales et psychiques sur les jeunes et adolescents depuis maintenant plusieurs mois et demandent, en vain, des moyens pour faire face à la crise.

Face à la crise sanitaire et sociale, la nécessité d'avoir plus de personnel est une évidence pour tous les acteurs de l'Éducation Nationale. C'est de personnels médico-sociaux, d'AESH (que vous n'avez par ailleurs pas daigné recevoir en personne le 19 octobre dernier), de RASED, de maîtres allophones, de surveillants, d'enseignants qu'ont besoin l'ensemble des élèves.

En grève le 23 septembre, les exigences des personnels sont pourtant claires mais vos services ne s'engagent toujours pas sur une réduction du nombre d'élèves par classe pour permettre d'enseigner autrement et favoriser la réussite des élèves. Il n'est de même toujours pas question de titulariser les contractuels plus que jamais précaires et sans perspectives, comme de recruter davantage, et encore moins de mieux former les personnels avec une rémunération à la hauteur des missions demandées.

Aussi, Sud éducation Manche vous a interpellé sur la vacance du poste de direction de SEGPA du collège Diderot à Tourlaville, situation dont vous aviez connaissance depuis juillet dernier et que vous avez laissé sans réponse. Ce n'est qu'après vous avoir interpellé que vos services ont dénié faire un appel à candidature courant octobre laissant ainsi une équipe pédagogique sans ressource nécessaire pendant toute cette première période. On peut s'interroger sur l'intérêt que vous portez à l'ensemble des élèves relevant de la difficulté scolaire.

Par ailleurs, notre département s'affiche de cette belle idée du 100 % inclusif mais toujours aucun moyen pour cette école inclusive ouverte à tous les élèves ; pour preuve à ce jour des élèves à besoins particuliers ne bénéficient toujours pas de l'accompagnement nécessaire à leur réussite. Sans la création d'un vrai secteur médico-social de l'Éducation nationale, cette idée d'une école pour tous est éloignée de l'objectif, la met en péril voire même la trahit.

Les remerciements adressés aux personnels sont dépassés ; il est grand temps de passer à une reconnaissance concrète avec des moyens et des mesures pérennes pour offrir une école publique de qualité à l'ensemble des usagers.

Déclaration Sud Éducation Manche, CTSD du 17 novembre 2021